

Le Brésil ouvre grand ses portes à l'immigration des Haïtiens

PAR LAMIA OUALALOU

ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 17 JANVIER 2015



Des Haïtiens faisant la queue pour entrer dans un centre d'hébergement. © Laura Daudén - ONG Conectas

Cinq ans après le tremblement de terre qui a dévasté l'île en janvier 2010, les Haïtiens émigrent massivement vers le Brésil. Ils sont des dizaines de milliers à y trouver un emploi à un moment où la grande puissance régionale a un besoin massif de main-d'œuvre. L'État brésilien ouvre grand ses portes tandis que des missions locales tentent d'éviter une exploitation éhontée de ces nouveaux immigrés.

São Paulo, de notre correspondante. – Claire Rose Metelus finit d'envelopper délicatement un baba au rhum, une des spécialités de la pâtisserie Di Cunto, dans le quartier traditionnel de la Mooca, dans la zone est de São Paulo. « *Mais ce qui me fait vraiment plaisir, c'est d'emballer un quindim, un gâteau typique d'ici... Moi qui ne parlais pas un mot de portugais, j'ai fait un long chemin en servant tous ces Brésiliens* », sourit la jeune femme.

À soutenir son regard, à la fois assuré et plein de lassitude, on peine à croire que Claire Rose Metelus n'a que 23 ans. Elle ne se souvient même plus quand elle a quitté Haïti, tout au plus que c'était « *après le tremblement de terre* » de janvier 2010, qui a tué plus de 316 000 personnes et dévasté son île. À l'époque, elle rêve de devenir infirmière, et part étudier à Caracas. « *Mais il était pratiquement impossible d'envoyer de l'argent du Venezuela à ma mère, restée*

au pays. Tout le monde m'a parlé du Brésil, alors je suis venue, avec mon mari, John, il y a un an », raconte-t-elle.



Claire Rose Metelus avec son patron, Reinaldo di Cunto. © Lamia Oualalou

Ses débuts à São Paulo ont un goût amer. Arrivée en plein hiver austral, elle souffre du froid, mais surtout des difficultés de communication. « *Au début, j'utilisais le logiciel de traduction de Google pour échanger, et puis j'ai appris, comme je parlais déjà espagnol, cela a été vite* », dit-elle. Espagnol, français, créole : c'est cette maîtrise des langues étrangères qui a tout de suite frappé Reinaldo di Cunto, le patron de la pâtisserie, qui détient également deux restaurants et un petit bar. « *En les embauchant, elle, son mari, et huit autres Haïtiens, je pensais faire une bonne action, à vrai dire, ils sont tellement efficaces et bien formés que ce sont eux qui m'aident* », confie-t-il.

C'est en regardant un reportage sur **la Mission de la Paix**, une organisation catholique liée à la Pastorale du migrant, que le gérant a pris conscience du flot d'Haïtiens arrivant quotidiennement dans sa ville, la face la plus visible du bouleversement migratoire qui touche le Brésil. Il y a encore quinze ans, la crise économique avait donné naissance à une blague : « *Quelle est l'issue pour le Brésil ? L'aéroport* », en référence aux départs des jeunes vers l'Europe et les États-Unis. C'est désormais au reste du monde de découvrir le géant latino-américain. Après les vagues migratoires européennes du début du XX^e siècle, Africains, Asiatiques et voisins sud-américains viennent en force. « *C'est une tendance mondiale, aujourd'hui, 40 % des flux migratoires se font selon un axe sud-sud* », pointe, à Brasília, Paulo Abrão, secrétaire national du ministère de la justice.

Selon lui, l'image du pays a profondément changé ces cinq dernières années, renforcée par des grands événements tels que la Coupe du Monde ou la conférence des Nations unies sur le développement durable Rio + 20. « *Aujourd'hui, le Brésil est perçu comme un pays où les conditions socioéconomiques se sont améliorées, et où l'État est prêt à protéger les droits de l'homme* », estime Paulo Abrão. En 2010, le Brésil ne comptait que 960 000 étrangers, ils sont aujourd'hui près du double, avec 1,7 million. « *Mais cela ne représente encore que 0,8 % de la population, on est loin des proportions de 10 à 15 % que l'on retrouve en Europe* », tempère-t-il. Ils sont à l'origine d'un bouleversement des flux monétaires. Alors qu'en janvier 1995, les immigrés n'envoyaient dans leurs pays que 9 millions de dollars par mois, le chiffre a grimpé à 154 millions en septembre 2014.



Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, au lendemain du tremblement de terre de janvier 2010. © Marcello Casal Jr / ABR

L'étranger, au Brésil, a depuis quelque temps le visage du Haïtien. En 2010, au lendemain du tremblement de terre, on en comptait moins de 200 dans le pays. Ils étaient 4 000 fin 2011, 37 000 en août 2014, et les autorités tablent sur 50 000 d'ici la fin de l'année. « *Depuis les vagues des Italiens, il y a plus d'un siècle, le Brésil n'avait pas connu d'arrivée aussi massive et rapide de personnes issues d'un seul pays* », pointe Duval Fernandes, démographe à l'Université pontificale catholique de Minas Gerais, et auteur d'un récent rapport tentant de tracer un profil de cette toute récente immigration. « *Ce sont des hommes en majorité, en âge de travailler, ceux qui ont une famille resteront au Brésil, alors que pour les plus jeunes, c'est une étape avant de tenter d'aller probablement aux États-Unis* », dit-il.

Le prestige du Brésil en Haïti

L'appel d'air vient des facilités introduites par Brasilia, qui a donné, à partir de 2012, un « visa humanitaire » aux Haïtiens, leur permettant de vivre et travailler dans le pays pendant cinq ans. La limitation à un contingent de 1 200 personnes par an a été rapidement levée. Désormais, tous les Haïtiens y ont droit. « *Malheureusement, cela ne suffit pas à éviter l'immigration clandestine, car le consulat à Port-au-Prince délivre 800 visas par mois, bientôt 1 000, cela reste très inférieur à la demande* », regrette Duval Fernandes. La majorité des arrivants qu'il a interrogés ont payé près de 3 000 dollars à des passeurs pour arriver sur le territoire brésilien, à l'issue de voyages de 15 jours, « *dans des conditions d'extrême vulnérabilité* », poursuit-il.

La facilité d'accès n'est pas le seul argument au choix du Brésil. Argentine, Chili et Pérou n'imposent aucun visa aux Haïtiens, ils n'ont pourtant pas connu de vague migratoire comparable. Le rôle de Brasilia à la tête de la Minustah, la Mission de stabilisation des Nations unies déployée en Haïti, a sans doute contribué à changer l'image du grand voisin latino-américain. Sur l'île, tous parlent encore avec émotion du « match de la paix », qui a vu s'affronter les sélections brésilienne et haïtienne au cours d'une rencontre amicale en août 2004. Promu à l'époque par le président Luiz Inacio Lula da Silva, l'événement a même donné lieu à un documentaire, « *le jour où le Brésil est venu ici* ».

- *Ci-dessous, lancement du film "O dia que o Brasil esteve aqui"*

« *Le Brésil, cela a toujours été le football pour nous, nous fêtons les victoires de la Seleção, et nous pleurons ses défaites, le pays était inconsolable quand elle a perdu 7-1 contre l'Allemagne au cours de la dernière coupe du monde* », assure Dims Orélien, un jeune homme de 25 ans lui aussi embauché dans le restaurant Di Cunto. « *Mais maintenant, le Brésil, c'est avant tout le boulot, on est sûr d'en trouver ici* », poursuit celui qui était acteur en Haïti, avant d'étudier la gestion d'entreprise en République dominicaine. Vêtu de blanc de la tête au pied, il s'occupe des stocks

de produits. Arrivé à São Paulo en mars dernier, il parle déjà un excellent portugais, en plus du français, du créole, de l'espagnol et d'un peu d'anglais. « *Lui aussi je l'ai embauché à la Mission de Paix, et lui aussi m'a donné envie de connaître Haïti* », annonce fièrement son patron.



Dims Orélien est en charge des stocks du magasin. © Lamia Oualalou

[[lire_aussi]]

C'est le mardi et le jeudi que les entrepreneurs ont accès aux services de la Mission, hébergés par l'église Nossa Senhora da Paz, dans le centre de São Paulo. Ces jours-là, des centaines d'immigrés, tous noirs, en provenance d'Haïti, mais aussi de RDC et du Nigeria, sont massés dans la cour. Pour la majorité, ce sont des hommes, jeunes, prêts à tout pour travailler. « *C'est ce que viennent rechercher les patrons, ou les directeurs des ressources humaines qu'ils envoient* », explique Ana Paula Caffeu. L'assistante sociale est responsable de leur accueil, et doit leur expliquer trois heures durant l'objectif de la Mission. « *Certains venaient ici pour chercher une bonne, ou un gardien pour leur maison de campagne, sans payer beaucoup, je leur explique que ce sont des personnes qualifiées, qui parlent plusieurs langues, et qui veulent reconstruire leur vie ici* », poursuit-elle.

Pour leur faire comprendre qu'ils ne viennent pas « *au supermarché se choisir trois ou quatre travailleurs* », Ana Paula Caffeu interroge chacun des recruteurs sur ses origines. Les réponses fusent : ma mère était polonaise, mon père italien, mon grand-père espagnol, ma grand-mère russe, mes grands-parents portugais. Pour la plupart, ils ont eu faim, ils ont travaillé dur, fait beaucoup de sacrifices pour construire un avenir à leurs enfants.

« Tout le monde ici est le fruit de l'immigration »

« *Tout le monde au Brésil est le fruit de l'immigration, alors je vous demande de regarder ces hommes et ces femmes d'Haïti et d'Afrique, et de les traiter aussi bien que vous auriez aimé que soient traités vos ancêtres* », martèle-t-elle. Le discours semble faire son chemin, mais l'assistante sociale ne compte pas trop sur les sentiments chrétiens. « *S'ils sont là, c'est parce qu'ils ont besoin de main-d'œuvre, l'idée que je veux faire passer, c'est que leur urgence peut répondre à une autre, celle de personnes désespérées qui ont besoin de reconstruire leur vie, le tout dans le respect* », dit-elle.



Dans l'église, chefs d'entreprise et DRH assistent à une conférence sur l'emploi des étrangers. © Lamia Oualalou

Au Brésil, le taux de chômage vient de tomber à 4,9 %. C'est le plus bas de l'histoire, et c'est dans les professions les moins qualifiées que les bras se font plus rares. « *On se trouve dans la situation de la France d'antan, quand seuls les immigrés acceptaient de faire les travaux les plus pénibles* », résume le père Paolo Parise, qui dirige la paroisse et la Mission de Paix. Même ingénieurs ou infirmiers, les nouveaux immigrés se font donc volontiers maçons, couturiers, ou salariés dans l'agro-alimentaire, à découper du poulet toute la journée dans des atmosphères réfrigérées. Ils acceptent aussi des horaires alternatifs. C'est ce que recherchait Reinaldo di Cunto, pour son restaurant-pâtisserie. « *Le travail n'a rien de pénible, mais les Brésiliens ne veulent plus travailler le samedi ou le dimanche, alors que les étrangers sont d'accord* », explique-t-il.

Les années de crise et leur cortège de plans sociaux ont détruit la relation de fidélité qu'entretenaient les Brésiliens à leurs entreprises. Aujourd'hui, ils sont,

selon le cabinet de conseil Robert Half, les champions du monde du turn-over dans les entreprises. « *Tout le monde offre à peu près les mêmes salaires, il suffit d'une petite augmentation, ou d'un avantage en plus, comme l'accès à un plan de santé, pour que votre salarié aille chez un concurrent* », se désole Sandra Souza, directrice des ressources humaines de JFC, une entreprise spécialisée dans l'emballage de salades et légumes, à Teresopolis, à proximité de Rio de Janeiro.

C'est d'ailleurs ce qui l'a poussée à se rendre à la Mission de Paix. Emballée par une première expérience – trois réfugiés congolais travaillent déjà dans son entreprise –, elle embauchera douze Haïtiens. « *En apparence, cela me donne plus de travail, car je dois les aider à s'installer, à louer un appartement, à apprendre le portugais, mais outre le fait qu'ils travaillent très bien, je sais que le lien affectif avec l'entreprise est fort, eux ne nous lâcheront pas demain* », conclut-elle.



Immigrés arrivant à la Mission de Paix pour chercher un emploi. © Lamia Oualalou

Il faut pourtant avoir le cœur bien accroché pour les entretiens d'embauche. Pas question de faire des tests, comme pour un candidat local. La barrière de la langue contraint les recruteurs à se réfugier dans la mimique, une main sur la lombaire pour expliquer qu'il faudra porter de lourdes charges, des frissons pour simuler les basses températures d'une chaîne de froid. « *On se base sur leur physique, et sur la perception, je ne peux pas prendre le risque d'embaucher une forte tête* », explique Sandra Souza. Certains employeurs manifestent leur gêne face à une salle aux allures de foire aux serfs. Le Brésil est le dernier pays au monde à avoir aboli l'esclavage, en 1888.

Sandra Souza confie son malaise à refuser des candidats. « *On ne parle pas la même langue, mais le désespoir et l'urgence de travailler sont clairs*

dans leur regard, je me console en me disant que j'en ai quand même embauché douze », ajoute-t-elle. Des tickets de bus leur sont aussitôt distribués. Dans quelques heures, ce groupe d'Haïtiens partira pour ce qu'il pense être Rio de Janeiro, confondant la « Ville merveilleuse » et l'État dont elle est capitale. Teresopolis, où ils travailleront, est une petite ville de montagne, loin des plages de Copacabana.

« Travail esclave »

Des centaines d'autres rongent leur frein, comme Jimmy Emock, un jeune agronome haïtien, qui n'a reçu aucune offre. Le père Paulo Parise lui donne rendez-vous le mardi suivant, en lui recommandant de ne pas accepter de propositions de travail d'entreprises qui n'auraient pas reçu, auparavant, l'aval de la Mission de Paix. « *Certains entrepreneurs ne veulent plus embaucher à travers nous quand nous les informons que les étrangers doivent bénéficier des mêmes droits que les Brésiliens, alors ils essayent de prendre contact directement, en profitant de la détresse des immigrés* », explique le prêtre.

C'est le cas de la propriétaire d'un atelier de couture sous-traitant de la marque As Marias, qui a embauché 14 personnes sous le manteau. Deux mois plus tard, elle a été dénoncée par le ministère de l'emploi pour « travail esclave ». Douze Haïtiens et deux Boliviens étaient enfermés dans une petite pièce, devant des machines à coudre quinze heures par jour, assis sur des chaises en plastique, sans recevoir le moindre salaire.



Des Haïtiens faisant la queue pour entrer dans un centre d'hébergement. © Laura Daudén - ONG Conectas

« *Le travail dans des conditions dégradantes et à des salaires illégaux ne concerne pas seulement les étrangers, des milliers de Brésiliens du Nord sont également libérés chaque année par le ministère* », explique Marcel Gomes, secrétaire-exécutif de l'ONG **Reporter Brasil**, leader de la lutte contre le travail

esclave. Il estime toutefois que les Haïtiens sont plus vulnérables, ne parlant que français ou créole et appartenant à des communautés encore petites. « *Les Boliviens et les Paraguayens se protègent mieux, ils ont souvent des familles et des amis sur place* », poursuit Marcel Gomes.

Les épisodes de ce type se multiplient. En novembre 2013, 172 travailleurs, dont 100 Haïtiens, ont été libérés dans une mine de la multinationale Anglo American, située à Conceição do Mato Grosso, dans l'État du Minas Gerais. Révoltés par l'absence de salaire et par les conditions de travail, certains ont tenté de quitter leur emploi, avant de se voir interdire la sortie avant trois mois par les employeurs. Devant la justice, ces derniers ont prétendu n'avoir jamais rien dit de la sorte, et que ce devait être un problème de compréhension des Haïtiens.

Pour le père Paulo Parise, l'exploitation s'explique aussi par l'absence de politiques publiques adéquates, notamment en termes de logement, dans des métropoles où les loyers sont au plus haut. « *On leur donne le visa de travail, ce qui est très bien, mais cela revient à dire "Bienvenue et débrouille-toi", c'est la société civile qui gère toute la politique d'accueil, l'État s'en lave les mains* », dénonce-t-il. Il y a une centaine de lits dans son église, mais quand il demande à la mairie de São Paulo une aide pour loger les milliers d'autres arrivants, ces derniers sont envoyés à des abris pour sans domicile fixe, où ils sont fréquemment confrontés à la violence. « *L'État traite les immigrés et les réfugiés comme des SDF, pour nous, ce n'est pas du tout le même public* », ajoute-t-il.

La question du racisme, dans un pays où les Noirs brésiliens ont un salaire inférieur, moins de qualifications, et une espérance de vie moindre, est claire. « *Je vois bien que les Brésiliens ont peur quand ils voient avancer un groupe de jeunes Noirs ensemble, ils ne sont pas habitués* », raconte Dims Orélien, même s'il insiste sur le fait qu'il ne se sent pas la cible de préjugés. Ses amis installés dans le sud du Brésil, à dominante blanche – fruit de l'immigration italienne, allemande et d'Europe de l'Est – en souffrent en revanche davantage, surtout

depuis la crise d'Ebola. « *Tous les Noirs étrangers sont vus comme des dangers, nous avons dû faire un travail d'explication important dans ces régions* », abonde Ana Paula Caffeu.

Les Haïtiens prennent eux-mêmes en charge ce travail de communication. À Cascavel, dans le sud du pays, un programme spécifique, « Haiti Universal », a même vu le jour il y a six mois sur la radio Norte FM. Tous les dimanches soirs, sous la direction du Haïtien Marcelin Geffrad, une équipe d'intervenants prennent alternativement le micro, en plusieurs langues, pour passer des messages aux familles restées au pays, mais aussi se faire mieux connaître des communautés locales.

• Un programme de radio Haïti Universal :

Les Haïtiens, connus pour leur forte culture politique, commencent déjà à interpeller des Brésiliens accoutumés à la résignation. Certains ont mis sur pied des syndicats pour s'organiser contre les mauvaises conditions de travail, rappelant ainsi que la petite île caraïbe est le premier pays du monde à avoir aboli le travail forcé, suite à la fameuse révolte des esclaves, en 1791.

Arrivées massives de Syriens

Au ministère de la justice, à Brasília, Paulo Abrão reconnaît que, malgré la générosité dont il fait preuve en distribuant des visas humanitaires, son pays a beaucoup à faire pour devenir une vraie terre d'accueil, à commencer par voter une nouvelle loi sur le statut des étrangers, l'actuelle datant de la dictature. Mais il reste optimiste sur l'intégration des immigrés économiques, tels les Haïtiens. Il pointe en revanche l'urgence de réforme concernant les réfugiés, dont le nombre s'est envolé. Les demandes sont passées de 500 il y a trois ans à 8 000 aujourd'hui. En majorité Colombiens à l'époque, il s'agit aujourd'hui de Syriens, Libanais et Congolais surtout. « *Pour eux, il faut plus que l'intégration économique et sociale, ce sont des personnes qui arrivent la peur au ventre, il faut que nous puissions répondre à cela, nous n'y arrivons pas encore correctement* », ajoute le secrétaire national de la justice.

[[lire_aussi]]

À São Paulo, Dims Orélien est heureux de son emploi. « *J'aurais aimé travailler comme acteur ici, mais dans la vie, on ne fait pas toujours ce qu'on veut, ma priorité est d'envoyer de l'argent à ma fille et de faire venir une de mes sœurs ici.* » À moyen terme, il compte mettre de l'argent de côté pour retourner en Haïti monter son propre restaurant, où il servira des plats traditionnels, mais aussi des recettes des pays par lesquels il a transité : la République dominicaine, où il a étudié, l'Équateur, par lequel il a transité, envoyé par un passeur, et enfin le Brésil. Il a déjà trouvé un

nom : « *Il s'appellera Fierté, la fierté de m'être battu pour atteindre mon objectif, et de retourner en Haïti donner des emplois à mon peuple.* »

En attendant, quand la nostalgie de ses proches lui serre le cœur, il écoute les chansons gravées dans son téléphone portable. Sa préférée, du groupe Nou 2, c'est « Pou Ayiti », une ode à son île. Le refrain, qu'il chantonne en reprenant le travail, demande « *une chanson pour Haïti, une petite lumière pour Haïti, une prière pour Haïti* ».

• Chanson « Pour Ayiti »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.